

Entretien Eyal Sivan : à propos d'Eichmann, d'Israël et de la Palestine

Propos recueillis
par
Pierre Coopman

La guerre déchire Palestiniens et Israéliens. Défis Sud a tenu à s'entretenir avec Eyal Sivan, un Israélien atypique. Né en 1964 à Haïfa, il se fait réformer par l'armée israélienne en 1982, durant la guerre du Liban, puis s'installe en France en 1985. Cinéaste engagé et pro-palestinien, il est l'auteur remarqué, avec Rony Brauman, du film intitulé « Un spécialiste »⁽¹⁾ : une mise à l'écran d'Adolf Eichmann, réalisée à partir de l'énorme fonds d'archives vidéo du procès du criminel nazi, à Jérusalem, en 1961.

DS Avant tout, je suppose que vous tenez à être bien compris. En réalisant un film se focalisant sur la personnalité d'Eichmann, vous n'avez pas voulu prendre sa défense et surtout pas clamer son innocence. Vous le dites bien clairement : « Nous constatons son abjecte normalité, sa normalité effrayante ». Il n'est donc pas innocent, il est bien coupable...

► Eyal Sivan : Bien évidemment ! Mais vous savez qu'il y aura toujours des gens pour faire des lectures de mauvaise foi de mon film. Si Eichmann est inhumain, un animal, une bête féroce, un « fauve de la jungle » comme disait le procureur général lors du procès, et bien dans ce cas, je crois que l'on disculpe Eichmann. S'il n'est pas humain, s'il est un animal, on ne juge pas les animaux. De même, les fous furieux ne sont pas responsables de leurs actes. Ramener Eichmann dans la réalité, c'est forcément d'abord dire qu'il peut être inculpé. Ensuite, la question de la culpabilité d'Eichmann est située par lui-même. Tout au long du procès, Eichmann dessine son propre acte d'accusation. Bien sûr, il n'est pas responsable à lui seul de la mort de 6 millions de personnes. Ce serait absurde de croire qu'une personne seule peut être responsable de la mort de 6 millions d'autres. Eichmann est responsable de ce qu'il a fait, sauf qu'il considère que c'était du travail bien fait et que nous considérons qu'il est coupable d'avoir bien fait son travail.

DS « Un Spécialiste », parle-t-il seulement de la « monstrueuse banalité » d'Eichmann, ou faut-il également y voir une critique de « l'instrumentalisation » du génocide ?

► ES : Israël a clairement utilisé le génocide pour se défendre, pour se réfugier derrière un alibi moral, c'est-à-dire pour bénéficier des acquis de la position intouchable de la victime. Dès ce moment là, un travail de « désinstrumentalisation », comme un film critique consacré au procès Eichmann, revêt une allure suspecte pour tous ceux qui défendent le bien fondé de la position israélienne. Le procès Eichmann fut un acte fondateur de la sacralisation de la Shoah. Dès ce procès, le génocide et la souffrance des Juifs vont devenir un crédit politique pour Israël... Puis, il y a le débat sur « l'unicité de la Shoah »⁽²⁾. Venir discuter, comme nous le faisons dans « Un Spécialiste », de la banalité monstrueuse d'un criminel tel qu'Eichmann, c'est accepter que l'on puisse parler, à travers le génocide des Juifs, d'autre chose que des Juifs et d'Israël. C'est universaliser le propos et briser le nombrilisme attaché à la question du génocide.

DS Elias Sanbar, directeur de la Revue d'Etudes palestiniennes, écrivait récemment ceci : « Percevant Israël comme un bien absolu car fondé en réponse, en riposte contre un mal absolu – la persécution des Juifs qui culmina avec la barbarie nazie –, les Israéliens »

(1) Un livre intitulé « Eloge de la désobéissance.

A propos d'« un spécialiste », Adolf Eichmann », a été publié aux éditions « Le Pommier », afin d'expliquer la démarche qui a mené à la réalisation du film.

(2) Théorie qui plaide le caractère unique et indivisible de la Shoah.

► ne peuvent concevoir que leur Etat soit né d'une injustice faite à un autre peuple. Toute reconnaissance de cette injustice est comprise par eux comme suicidaire. Reconnaître ce qu'ils ont fait aux Palestiniens équivaldrait à terme à la disparition de leur Etat. » Y a-t-il, dès lors, encore une solution ?

DES : J'adhère complètement à ces propos. Il faut simplement signaler que « l'abus de mémoire » - cette expression n'est pas la mienne, mais de Tzvetan Todorov⁽³⁾ - par la société israélienne, cette utilisation à sens unique de la mémoire du génocide, permet la négation des souffrances palestiniennes. Voilà un paradoxe : la mémoire du génocide justifie la négation de la mémoire des Palestiniens, du souvenir qu'ils ont d'un événement précis qu'ils appellent la catastrophe, la « Nakba ». Quand vous me demandez quelle est la solution, elle consiste selon moi à privilégier le débat politique sur un débat moral d'avance biaisé. Si l'on met les choses sur un plan moral, on tombe dans des polémiques sans fin, on se pose des questions du genre : « Qui est plus victime que l'autre ? Sommes-nous les victimes, sommes-nous les bourreaux ? » La position des Palestiniens est de dire : « Nous sommes les victimes des victimes ! »... Et tout le monde aura compris que la victime d'une victime n'est pas vraiment une victime ! C'est absurde ! Il faut sortir de ce mode de jugement moral pour revenir à une formulation politique, donc à la question du droit. L'acceptation du droit au retour est une notion politique, juridique et on peut discuter moralement tant qu'on veut, mais le droit au retour palestinien ne peut pas être occulté. On peut, après, discuter des modalités de l'application du droit. Mais la question du droit est fondamentale. Si la société israélienne reconnaissait le mal infligé à quelqu'un d'autre, elle sortirait déjà de ce statut d'impunité morale. Cependant, ce serait toujours une discussion morale. Voilà pourquoi il ne suffit pas de reconnaître avoir fait le mal, ensuite il faut parler du droit.

DS La société palestinienne ne procède-t-elle pas également à une certaine « instrumentalisation » de sa mémoire qui peut l'amener, dans certains cas, à laisser libre cours au négationnisme, à la mise en doute de l'Holocauste ?

DES : Oui, sauf que la négation du génocide des Juifs représente quelques minorités d'extrémistes dangereux, exaltés et obsessionnels... Alors que, jusqu'il y a peu, la négation de la « Nakba » était mondialement acceptée ! Il y aurait donc une bonne et une mauvaise négation ? Non, toute négation est mauvaise. Je ne dis pas qu'il faut évacuer la mémoire. La question est de distinguer le

travail de mémoire du travail d'histoire. Il faut éviter cet amalgame fait par les Israéliens qui confondent « mémoire, histoire et justice ». Le procès Eichmann, en réalité, était un procès consacré à la mémoire, pas le procès d'un homme. Si on regarde la société palestinienne aujourd'hui, on peut voir certaines tendances à l'imitation. Voilà une société qui, ayant dû faire face au crédit extraordinaire de la mémoire culpabilisée de l'Occident et de la mémoire « instrumentalisée » des Israéliens, a fini par imiter cet usage de la mémoire, en se disant : « Ma foi, voilà une arme réelle ! » La mémoire est une arme réelle !

DS Esther Benbassa, historienne du judaïsme, a publié une tribune, en septembre 2000, dans le quotidien français Libération, intitulée « La Shoah comme religion ». Elle évoque le « danger de banalisation du génocide ». Vous avez lu cet article. Votre analyse ?

DES : Aujourd'hui, il y a un genre de compétition à définir grosso modo tout comme un génocide. Parce que si ce n'est pas un génocide, ce n'est rien... Mais il y a ce plafond inaccessible qu'est Auschwitz : le crime des crimes. Or cette quintessence du mal insinue quelque chose lié à cette arrogance qui voudrait que l'Occident soit tellement fort que le crime qu'il commet est le plus grand. Par rapport au génocide rwandais, nous, le génocide des Juifs, c'est un vrai génocide, industriel, sophistiqué... Bizarrement, à travers le mal, il y a une auto-satisfaction de l'affirmation de la puissance occidentale. Ensuite, le comble de l'absurde dans l'idée de « l'unicité », c'est qu'elle exclut les victimes. Si ce crime est unique (et tout événement historique est unique), à la fois les bourreaux et les victimes ne sont pas comme tout le monde. Ce qui est abject dans cette idée, c'est qu'elle est le reflet même de la volonté nazie. Le discours nazi situait le bourreau nazi (non pas en ►



Eyal Sivan, cinéaste, est né en 1964 à Haïfa. Il vit aujourd'hui à Paris.

(3) Ecrivain bulgare, né à Sofia en 1939. Historien et essayiste, il vit à Paris où il est directeur de recherches au CNRS. Dernier ouvrage publié : « Les Morales de l'Histoire » (Hachette Littératures, 1997).

► le disant bourreau parce qu'il était « héroïque ») et la victime juive (non pas la qualifiant de victime, mais de « sous-homme ») dans des catégories extra-humaines. Les nazis, eux-mêmes, comme les Juifs, étaient uniques, dans le cadre d'un événement tout aussi unique : le triomphe du IIIe Reich. Il y a quelque chose de désastreux dans cette idée de « l'unicité », puisqu'elle perpétue l'exclusion de la victime. Par rapport à cet article, « La Shoah comme religion », la phrase « banaliser le génocide », que veut-elle dire ? La banalisation du génocide, c'est le fait de le juger tellement impensable, qu'il en devient presque irréel.

Or c'est sa réalité qui doit être maintenue ! L'idée de la Shoah comme religion est étudiée par certains sociologues israéliens. Le génocide obtient une fonction identitaire chez les Juifs laïcs qui n'ont plus rien à dire par rapport à leur propre judaïté, sinon le fait d'être des victimes. Toute la référence identitaire, ce que vous êtes, c'est d'appartenir à ceux qui auraient pu être exterminés. Le « judéocide » a aujourd'hui une fonction identitaire.

DS La jeunesse israélienne croit-elle encore au sionisme ?

► **ES :** Chez certains, on note un sentiment de ras-le-bol. Mais dans l'action politique, Israël continue à bénéficier d'appuis, notamment américains. Malgré un sentiment de fatigue chez les journalistes, les lecteurs, la rue, Israël garde son statut de victime. Tant que l'Occident continuera à avoir avec Israël ce type de relation, ce sera une stratégie politique qui fonctionne, alors pourquoi la changer ? Le sionisme pionnier, colonial, le soldat laboureur, fonctionne moins bien. A cause de deux éléments : il y a un million, soit un cinquième de la population qui est d'origine russe. Cela a profondément changé la société israélienne. Et deuxièmement, il y a « l'orientalisation », soit la prise de conscience orientale des partis religieux extrémistes comme le Shass. On sait que ces mouvements sont teintés de nationalisme. C'est intéressant parce que pour la première fois dans la société israélienne, on voit une évolution équivalente aux changements politiques de la région. C'est un signe d'intégration.

Malheureusement, la région est ce qu'elle est. En l'occurrence, ces mouvements religieux, en Israël, ne sont pas différents d'autres comme le Hezbollah au Liban ou le Hamas en Palestine. Ce sont d'abord des mouvements sociaux, des cohésions communautaires, palliant les carences de l'Etat. Le Shass a quelque chose du Hezbollah. Pour une fois, voilà un mouvement qui n'est pas viennois, ni berlinois en Palestine juive, mais oriental. Maintenant, la question qui se pose est de savoir

s'il y a une possibilité de dialogue avec ces mouvements et quelle est la place des laïcs dans tout ça ? Dans une situation de compromis territorial avec les Palestiniens, le Shass pourrait céder beaucoup. Je me souviens avoir interviewé un des grands rabbins du Shass, en 1988 déjà, qui me disait que pour lui, la question n'était pas de savoir combien de mètres carrés le pays compterait, que le problème ne se situait pas entre Juifs et Arabes, étant lui-même d'origine arabe. Il se situait entre ceux qui étaient dérangés par le « bermuda » et ceux que ça ne dérangeait pas. Une question de mœurs, en somme.

Bien sûr, il y a les colons, un mouvement nationaliste très fort, minoritaire, mais très soutenu par les gouvernements qui se succèdent en Israël. Il a bénéficié de toutes les infrastructures économiques et militaires israéliennes, dans une continuité pionnière. Pour la société israélienne d'aujourd'hui, les colons sont ce qu'étaient les kibboutz avant : certes minoritaires, ils sont le fer de lance idéologique, nationaliste, religieux et ultra-sioniste (ce que n'est pas le mouvement Shass) d'Israël.

DS Ce que vous dites, n'est pas prévoir la fin du conflit dans la région, mais un simple changement des modalités du conflit, qui deviendrait plus oriental... Ce n'est pas une vision très optimiste...

► **ES :** Non, c'est plutôt pessimiste, mais en politique — on l'a vu ces vingt dernières années — on ne peut pas faire de prévisions. Personne n'avait prévu la chute du mur de Berlin... Tout le monde disait que porter atteinte au mur de Berlin correspondrait à la troisième guerre mondiale. Au Proche-Orient, une chose est cependant nouvelle : pour la première fois depuis 50 ans le conflit israélo-palestinien se déroule en Palestine, plus au Liban, ou en Jordanie, parce qu'il existe de nouveaux modes de cohabitation avec les Palestiniens. Je me dis que les démocrates devront se réapproprier « la politique », que les mouvements nationalistes religieux ont accaparée, tant en Israël, en Palestine, qu'au Liban, ou encore en Egypte...

Il faut bien avoir conscience que la classe politique israélienne sait qu'elle peut miser sur le conflit avec les Palestiniens pendant vingt ans encore, mais que tôt ou tard, il y aura une majorité d'Arabes palestiniens sur le sol de la Palestine et une minorité de Juifs.

Les ressources humaines comme l'immigration juive vers la Palestine ont été épuisées avec l'immigration des Juifs russes. Donc, nous jouons sur vingt ans. L'Etat d'Israël pourra-t-il ouvertement assumer une situation d'apartheid pendant 20 ans ? ■